

CONV 412/02

WG VII 13
WG VIII 17

NOTE DE SYNTHÈSE

du:	Secrétariat
aux:	Groupe de travail VII (Action extérieure) et Groupe de travail VIII (Défense)
Objet:	Note de synthèse de la réunion conjointe du 14 novembre 2002

Résultats des travaux

1. Échange de vues sur les aspects civils et militaires de la gestion de crise
 - Le président a ouvert les débats en saluant la possibilité qui est offerte aux deux groupes de se réunir ensemble pour débattre de la manière de rechercher une approche cohérente au problème de la gestion des crises. Il a rappelé que le groupe "Défense" s'était déjà penché sur les aspects de défense de cette question lors d'une réunion précédente. Il a suggéré que le débat se déroule sur la base des questions énoncées dans le document introductif qui a été remis aux membres des deux groupes (document de travail n° 16).
 - Un certain nombre d'intervenants ont souligné que l'intérêt de l'action de l'UE réside dans la possibilité qu'elle a de recourir à un large éventail d'instruments. Pour que ces instruments puissent être déployés de manière efficace, il est essentiel de définir une approche cohérente de la question de la gestion des crises. Certains ont estimé que cette approche dépendrait de la mise en place d'une structure institutionnelle unique. D'autres ont indiqué qu'ils préféreraient s'efforcer d'améliorer la coopération existante. Plusieurs intervenants ont estimé que, en ce qui concerne le contrôle politique général de la gestion d'une crise, le rôle principal devrait être assumé par le Conseil, même s'il a été noté que celui-ci ne devrait pas être autorisé à empiéter sur les prérogatives existantes de la Commission. Un intervenant a estimé qu'une réforme du système des présidences du Conseil accroîtrait l'efficacité de la gestion des crises.
 - Plusieurs intervenants ont demandé qu'aux améliorations organisationnelles apportées au niveau central corresponde une plus grande cohérence sur le terrain. À cet égard, le rôle des représentants spéciaux a été souligné.

- De nombreux intervenants ont été d'avis que le COPS devrait être le centre de liaison pour la gestion des crises. Il devrait être un organe consultatif et un point de relais pour l'information destinée au Conseil. Plusieurs intervenants ont souligné les avantages qu'il y aurait à ce que le COPS soit présidé par le Haut Représentant en cas de crise.
- D'une manière plus générale, nombreux sont ceux qui se sont montrés favorables à un renforcement du rôle du Haut Représentant dans la gestion des crises, même s'il a été noté qu'il fallait tenir compte, dans cette question, du résultat des discussions plus larges sur le rôle et les responsabilités dont sera investi le HR. Certains ont considéré que le HR devrait présider le volet "Affaires étrangères" du Conseil "Affaires générales et Relations extérieures", ainsi que le COPS. Il a également été suggéré que le HR puisse proposer des mesures à prendre par l'UE dans des situations de gestion de crises.
- Sur le chapitre du financement des opérations de gestion de crises, plusieurs intervenants ont souligné qu'il fallait allier flexibilité et rapidité. Pour certains, les opérations de gestion de crises devraient, dans la mesure du possible, être financées par le budget de la Communauté, mais avec des procédures améliorées (comme le recours à un fonds de réserve) permettant un décaissement rapide. Certains ont soutenu la proposition visant à mettre en place un fonds de démarrage pour financer les phases préliminaires d'une opération. Plusieurs intervenants ont mis en garde contre la création d'un tel fonds, qui échapperait aux procédures normales de contrôle budgétaire.
- Plusieurs autres points ont été évoqués. Il a été suggéré que les opérations de gestion de crises ne puissent être entreprises que sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies; un certain nombre d'autres intervenants ont estimé que, dans de nombreux cas, cela ne serait pas nécessaire. Un intervenant a demandé que des mesures, y compris des sanctions, soient prévues pour inciter les États membres à respecter les positions arrêtées au sein de l'UE. Certains ont également demandé un contrôle parlementaire approprié des opérations de gestion de crises, y compris un rôle pour les parlements nationaux et le Parlement européen.

2. Audition de M. Chris Patten, membre de la Commission

[L'intervention de M. Patten figure dans le document de travail n° 29, qui a été remis aux membres des Groupes VII et VIII.]

- M. Patten a répondu brièvement à plusieurs considérations qui ont été développées au cours du débat général par des intervenants qui ont pris la parole après lui. Il a notamment été d'accord pour estimer qu'il fallait prévoir en temps utile des ressources suffisantes pour le financement des opérations de gestion de crises et a estimé que cela pourrait se faire dans le cadre du budget communautaire. Il a également été d'accord pour estimer que les différents acteurs doivent rendre compte de leurs actions, et a suggéré d'utiliser à cette fin les réunions informelles existantes des représentants des commissions des affaires étrangères des parlements nationaux et du Parlement européen. Il considère qu'un rôle important doit revenir au COPS, mais a regretté que celui-ci n'ait pas été constitué au départ au niveau des directeurs politiques. Il a déclaré qu'il préconiserait un chapitre séparé sur la défense dans le traité s'il y avait suffisamment de substance. Il a considéré que, dans une Union élargie, il ne serait pas possible de continuer à exiger l'unanimité pour les questions relevant de la PESC et qu'il fallait donc envisager des moyens pour recourir davantage à la majorité qualifiée.

- Le président a conclu en constatant que les deux groupes considèrent qu'il convient de rechercher la cohérence dans la gestion des crises, et qu'un rôle à part entière revient aux instruments civils. Un large consensus est apparu sur la nécessité de renforcer le rôle du futur HR, ainsi que du COPS, mais sans porter atteinte aux compétences des autres institutions. Le souhait a été émis que la coordination sur le terrain soit améliorée, éventuellement en recourant davantage aux représentants spéciaux. Il faut à l'évidence disposer d'un financement suffisant pour les opérations de gestion des crises, ainsi que de procédures budgétaires cohérentes, et il conviendrait d'envisager des méthodes appropriées pour financer les étapes préparatoires. Les deux présidences se concerteront pour faire en sorte que tous ces éléments se retrouvent dans les rapports de leur groupe respectif.
-